



Protection de la santé des usagers surexposés aux ondes des téléphones portables : l'appel de nos associations au gouvernement !

Depuis plus de 30 ans les industriels de la téléphonie mobile ont sciemment choisi de tromper les milliards d'utilisateurs de téléphones portables, en les surexposant bien au-delà des seuils d'exposition générant des risques pour la santé des citoyens et celle de leurs enfants. Ce nouveau scandale industriel et sanitaire porte un nom : le "**Phonegate**".

Profitant d'une réglementation faite sur mesure en 1993 par l'entremise d'une agence non gouvernementale, à savoir l'ICNIRP (Commission internationale sur la protection contre les radiations non ionisantes), les fabricants bénéficient depuis de seuils limites d'exposition qui ne prennent en compte que les effets dits thermiques, ignorant sciemment les effets biologiques apparaissant à court ou à long terme. Un système de régulation, au niveau international, leur permet, en toute déloyauté, de privilégier la puissance d'émission des appareils à la santé publique.

La grande majorité des agences de régulation et de contrôle internationales, dont fait partie l'Agence nationale des fréquences (ANFR) ont fermé les yeux sur ces pratiques trompeuses et ont cautionné le discours ambiant privilégiant les intérêts des mêmes industriels, le tout grâce à un mélange tout à fait dérangeant de conflits d'intérêts à tous les étages.

Quand aux pouvoirs publics, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'encore une fois, ils auront attendu d'être mis au pied du mur, pour enfin réagir.

Le vendredi 25 octobre 2019, les trois ministres concernés - Santé, Ecologie et Economie - ont enfin, sous la pression des révélations, des actions en justice et de la pétition regroupant près de 6 500 signataires, portées par l'association Alerte Phonegate, annoncé une série de mesures dont certaines étaient attendues depuis plus de 3 ans. Les publications des rapports de l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) de juillet 2016 et octobre 2019 contribuent à rendre urgente l'application des recommandations de cette dernière.

La plus importante est certainement le fait d'agir au niveau européen pour ne plus tester les téléphones portables à une distance inappropriée du corps ou de la tête. Le test au contact, soit à 0 mm de la peau s'impose depuis toujours et doit devenir au plus vite une réalité en France, en Europe, et dans le monde entier.

Par ailleurs, au vu des millions de Smartphones possédés par des citoyens ignorants de leur non-conformité, il est impératif que des campagnes d'information soient lancées à travers les médias.

Les téléphones portables, qu'ils soient utilisés aujourd'hui ou peut-être achetés pour les fêtes de fin d'année, font courir un risque à la santé des citoyens. Et ce d'autant plus que, par volonté de ne pas affoler les populations, les pouvoirs publics continuent à ne pas lancer de campagnes de prévention et de bons usages, qui soient à la hauteur des enjeux de santé publique, et en cohérence avec la place des smartphones dans la vie privée et professionnelle.

Les "6 bons comportements" qui sont associés au communiqué gouvernemental montrent à quel point ce sujet n'est pas traité avec le sérieux qu'il mérite. Certaines recommandations ne sont pas prises en compte, à savoir ne pas garder son téléphone portable dans une poche ou de ne pas le tenir au contact de l'oreille, et ce alors que l'ANSES vient de publier un nouveau rapport pour mettre en garde contre cet usage et demander le rappel ou la mise à jour de certains mobiles vendus avant la nouvelle réglementation européenne de 2016.

Pire encore, l'usage du Kit mains libres avec cordon est aussi à remettre en question. Il est à rappeler que, déjà en 2017, l'agence de Santé californienne a émis des recommandations en ce sens visant à mettre en garde les utilisateurs, ses conseils étant de ne les utiliser que pour des appels courts et de ne pas les utiliser pour écouter de la musique ou voir un film.

Pour finir, les ministères concernés ont annoncé vouloir réunir les principaux constructeurs pour qu'ils "s'engagent dans une démarche volontaire à mettre à jour les logiciels de leurs modèles".

Nous en saluons le principe mais pas la finalité ; car, dans la réalité, ces mises à jour vont avoir pour conséquence une baisse notable de la connectivité de l'appareil au réseau. Et ce sera la double peine pour l'utilisateur qui, après avoir été surexposé parfois plus de 4 fois au-delà des limites à risques pour la santé, se verra obligé de changer de Smartphone... mais sans plus de garantie sur son niveau d'exposition réel.

Dans ce contexte de tromperie généralisée des industriels du secteur, il apparaît nécessaire de mettre un arrêt à tout déploiement de la téléphonie 5G, car toutes ces révélations rendent encore plus inacceptable la volonté du gouvernement d'assouplir le cadre réglementant l'installation de dizaines de milliers d'antennes relais, dont celles de cinquième génération, et de rendre plus permissives des normes d'exposition toujours plus porteuses de risques pour la santé des riverains.

Nous demandons donc aux ministres Agnès Buzyn, Elisabeth Borne et Bruno Le Maire de bien vouloir nous recevoir au plus vite et, dans tous les cas, avant la réunion prévue avec les industriels pour que nous puissions leur faire part de nos propositions, tant en matière réglementaire, que sur les enjeux de prévention face à ce nouveau scandale.

Et d'ici-là nous conseillons à tous de ne plus porter les téléphones au contact de votre oreille ou dans une poche. Un geste simple qui peut sauver la vie !

Les associations signataires :

Alerte Phonegate ; Robin des toits - Centre de Recherche et d'Information Indépendant sur les Rayonnements Electro Magnétiques - Santé Environnement Rhône Alpes - Association Zones Blanches - WECF (*Women engage for a common future*) France - Conseil National des Associations Familiales Laïques

